



I/Z.: RK/GK/gk

SG	HG	UG	EC
ENTREE LE			
29 DEC. 2015			
Secr.			
ABI	ENECO S.A.		ABVI
ABII	ABIII	ABIV	ABV

ENECO SA
22, RUE EDMOND REUTER
L-5326 CONTERN

Einschreiben**Aktennummer:** 1/2014/0477/125

Sachbearbeiter Herr Bob GATTONI Tel: 247-76100 Email : bob.gattoni@itm.etat.lu

Betrifft: - Genehmigungsantrag vom 15. September 2014 zur Erweiterung des Steinbruches und der Inertabfalldeponie in Reckange/Mersch, Ort genannt 'Reckingerwald, Katastrernummern 1899/2734, 1899/2505, 1899/2913, 1904/2514, 1904/2516 und 1904/2575, im Namen der SARL CARRIERES FEIDT.

Sehr geehrte Damen und Herren,

Hiermit stellen wir Ihnen die Genehmigung 1/2014/0477/125 vom 15. Dezember 2015 des Arbeitsministers betreffend den obenerwähnten Antrag zu.

Hochachtungsvoll,

Für den geschäftsführenden Direktor,

Natascha Thorn
Employée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Travail, de l'Emploi et
de l'Économie sociale et solidaire

AUTORISATION D'EXPLOITATION

N° 1/2014/0477/125

Enregistré		
Scan	Tableau	PZ
	A6	FEID/205

Luxembourg, le		15 DEC 2015
GU	UG	
ENTREE LE		
Secr.	29 DEC. 2015	
AB1	ENECO S.A.	ABVI
ABII	ABIV	ABV

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,

Vu l'arrêté ministériel N° 1/2003/0603/76504/119 du 27 octobre 2008 autorisant la SARL CARRIERES FEIDT à exploiter un centre régional de gestion de déchets inertes non contaminés sur un terrain sis dans la commune de Mersch, section F de Reckange, et inscrit sous les numéros cadastraux 1899/2734, 1899/2913 et 1899/2505 et une carrière à ciel ouvert sur un terrain sis dans la commune de Mersch, section F de Reckange, et inscrit sous les numéros cadastraux 1904/2575 et 1904/2516;

Vu la demande du 15 septembre 2014 présentée par SA ENECO, au nom et pour le compte de la SARL CARRIERES FEIDT, aux fins d'obtenir l'autorisation d'agrandir et d'exploiter une carrière et une décharge pour déchets inertes à Reckange/Mersch, au lieu-dit « Reckingerwald », numéros cadastraux 1899/2734, 1899/2505, 1899/2913, 1904/2514, 1904/2516 et 1904/2575; que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour:

- l'extension de la carrière existante vers l'est sur une surface de 6,4 ha, représentant un volume d'approximativement $4.422 \cdot 10^6 \text{ m}^3$ de matières minérales utilisables;
- l'extension de la carrière existante sur une surface de 6,9 ha pour la fourniture d'approximativement $4.400.000 \text{ m}^3$ de matières premières;
- un dépôt de produits dangereux comprenant:
 - 3.000 litres d'huiles hydrauliques dans un réservoir aérien à double parois;
 - 2.500 litres d'huiles usagées dans un réservoir aérien à double parois;
 - un fût de 200 litres d'huiles pour engrenages;
 - un fût de 200 litres de graisses lubrifiantes;
 - deux fûts de 200 litres d'huiles pour moteurs;
 - un fût de 200 litres de liquides lave-glace;
- un réservoir en PEHD d'une capacité de 5.000 litres destiné au stockage des eaux usées en provenance des installations sanitaires et des locaux sociaux, muni d'un système de vidange, de dégazage et d'aération externes et d'une alarme anti débordement à deux niveaux;
- l'emploi d'explosifs, dans le cadre de l'exploitation de la carrière, pendant cinq campagnes au maximum par année;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Vu l'enquête de commodo et incommodo et l'avis favorable du collège des bourgmestres et échevins de la commune de Mersch en date du 30 mars 2015;



Considérant que pendant le délai légal d'affichage, aucune observation n'a été présentée à l'égard du projet susmentionné ;

Considérant, en ce qui concerne les compétences du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, que les conditions d'exploitation tiennent compte des nuisances et dangers pouvant éventuellement résulter de l'exploitation des installations faisant l'objet de la demande d'autorisation précitée; que ces conditions sont à considérer à l'état actuel de la technologie comme suffisantes pour garantir la sécurité du public et du voisinage en général ainsi que la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie.

Considérant que selon le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés, le poste de transformation d'une puissance électrique de 500 kVA relève de la classe 4 en matière d'établissements classés;

Considérant que selon le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés, la station fixe de distribution de gasoil dont le volume total du réservoir est de 1.000 litres (volume total >300 litres et < 20.000 litres) relève de la classe 4 en matière d'établissements classés;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, les établissements de la classe 4 sont soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal; que par conséquent le poste de transformation susmentionné ne fait pas l'objet du présent arrêté;

ARRÊTE :

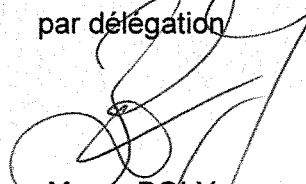
Article 1^{er}: - L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation de l'arrêté N° 1/2003/0603/76504/119 du 27 octobre 2008 et de la condition particulière suivante:

Le dépôt de produits dangereux doit satisfaire aux conditions de coupe-feu 90 minutes (REI 90) pour les parois et coupe-feu 60 minutes et coupe-fumée pour les portes (EI 60-S).

Article 2: - Le présent arrêté est transmis par l'Inspection du travail et des mines à l'intéressé pour lui servir de titre et à l'Administration communale de Mersch pour en faire assurer l'exécution conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Article 3: - Conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir de la notification de la décision.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi
et de l'Économie sociale et solidaire,
par délégation


Marco BOLY
Directeur ff
de l'Inspection du travail
et des mines

